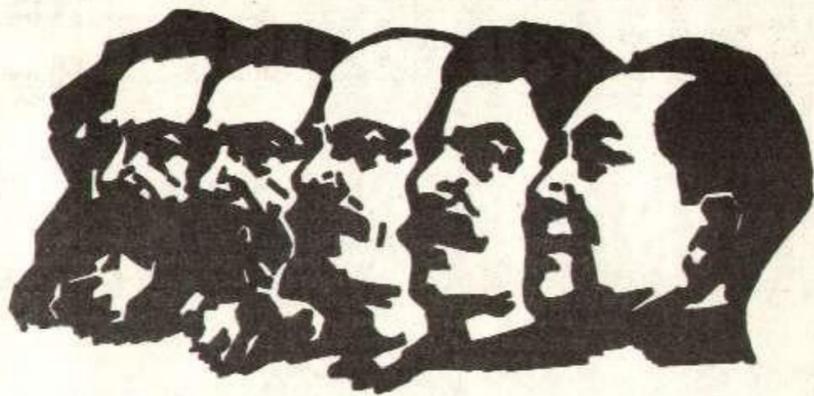


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 79 / 12 JUILLET 1973 / PRIX : 1F / CCP Front rouge 31 191 14 La Source / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

série d'attentats racistes un ouvrier portugais assassiné à ivry

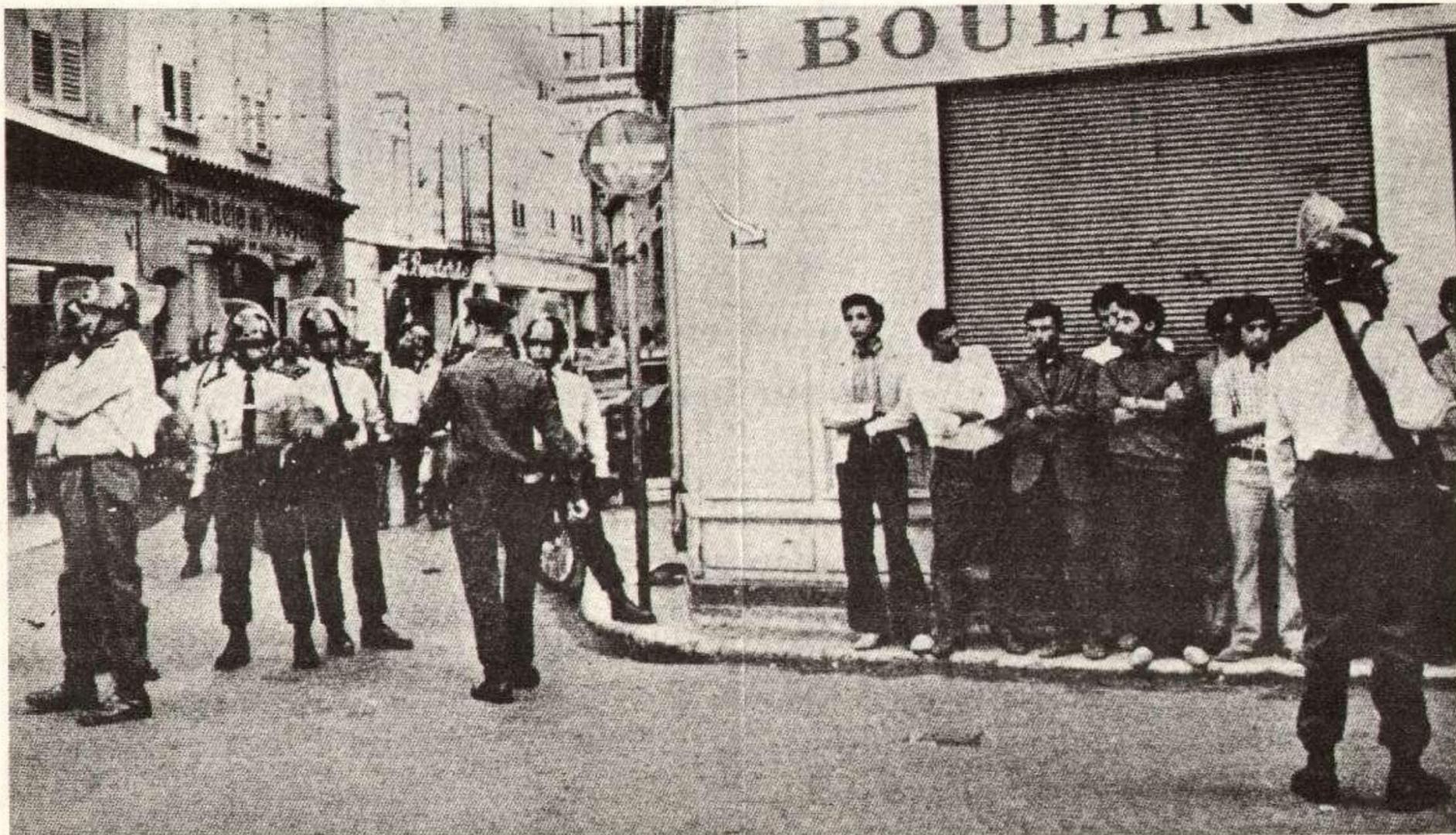
ON ASSASSINE NOS FRÈRES
IMMIGRÉS

Le 3 juillet à Ivry, Fernando Ramos, ouvrier portugais, se reposait sur les bords de la Seine après une journée de travail. Une estafette blanche immatriculée PP 94 s'arrête, 2 hommes restent au volant, 3 autres en descendant, se précipitent sur Fernando, le rouent de coups et le jettent dans la Seine. Fernando est mort noyé, assassiné.

suite page 2

HALTE AUX ASSASSINATS D'OUVRIERS IMMIGRÉS

à Grasse. les flics et leurs auxiliaires Fascistes ont débuté la campagne d'agressions contre les ouvriers immigrés



HALTE AUX ASSASSINATS D'OUVRIERS IMMIGRÉS

suite de la page 1

Assassins ces 5 lâches qui, dans la même nuit où ils noyèrent Fernando agressaient aussi 2 ouvriers immigrés d'Afrique du Nord qui sont aujourd'hui grièvement blessés. Assassins aussi, ces bandes criminelles qui attaquent à coup de cocktails Molotov, des cafés de la région parisienne fréquentés par des immigrés.

Assassins, ces flics qui interrogeaient Malika Yezid, 8 ans, fille d'un travailleur immigré : à la fin de l'interrogatoire, Malika était morte.

Assassins, ces 6 nervis armés de carabines et de revolvers qui ont attaqué à Orange 4 ouvriers immigrés : l'un d'eux est à l'hôpital, atteint par plusieurs décharges.

Assassins aussi et surtout, ceux qui arment les bras de ces lâches nervis et tirent les ficelles, les responsables de la politique, de l'impérialisme français.

Car c'est bien l'impérialisme français qui orchestre cette campagne, c'est lui qui, pour exploiter encore plus la classe ouvrière, entretient la division entre ouvriers français et immigrés et les oppose les uns aux autres. Quant aux nervis fascistes, aux canailles du torchon Minute, ils ne font que reprendre toute crue la propagande impérialiste.

« Les étrangers viennent manger le pain des français », c'est ce que dit Minute, mais c'est aussi ce que veut faire croire cette consigne de l'ANPE qui recommande aux patrons d'embaucher des français en priorité sur les immigrés, en application de la circulaire scélérate de Fontanet.

« Des immigrés, il en faut mais pas de trop », c'est ce que disent les fascistes d'Ordre Nouveau, mais c'est aussi la signification de tout contrôle sur l'immigration, depuis la circulaire Fontanet et les mesures de Gorse jusqu'au programme commun PS - P.C.

Ces idées racistes ne servent que les intérêts de l'impérialisme : c'est le fumier sur lequel se développe la campagne d'assassinats. Tous ceux qui les propagent sont coupables d'incitation à la haine et au meurtre.

Le responsable n°1, c'est bien l'impérialisme français. C'est en permanence qu'il entretient le racisme et la haine. Périodiquement, selon ses besoins, il lâche ses assassins. Déjà en juin 71, lors de l'affaire du pétrole algérien, l'impérialisme français a lancé une campagne raciste contre l'Algérie qui voulait récupérer ses richesses naturelles : de nombreux travailleurs algériens en ont été victimes. Cette année, les ouvriers immigrés entrent en lutte contre la circulaire scélérate de Fontanet, leur combat commence à pénétrer dans les usines, à saper le mur que l'impé-

rialisme a voulu dresser entre ouvriers français et immigrés.

L'impérialisme voit menacer tout l'édifice qu'il avait monté pour briser les luttes de la classe ouvrière : cette circulaire Fontanet qui, en menaçant d'expulsion les ouvriers immigrés, devait les empêcher de lutter aux côtés de leurs camarades français, donc, en fin de compte, empêcher toute lutte dans les usines d'OS, à majorité d'immigrés. Alors, pour dissuader les travailleurs de poursuivre dans cette voie, à Grasse les CRS aident les fascistes à agresser massivement les ouvriers immigrés, à Ivry, des commandos fascistes isolés exécutent et veulent semer la terreur...

Il faut riposter. A une période où on parle beaucoup des violations des libertés démocratiques, nous disons que ce sont là les principales atteintes aux libertés. Parce que, si l'appareil de la dictature bourgeoise se renforce aujourd'hui, c'est principalement contre la classe ouvrière. La circulaire Fontanet est un maillon de cet arsenal, le plus important ; les assassinats d'ouvriers immigrés en sont un autre.

Les révisionnistes et leurs appendices sont de ces gens qui parlent beaucoup de la défense des libertés, mais quand il s'agit de l'assassinat de nos frères de classe, ils se contentent de réclamer... une meilleure protection de la part de la police, encore plus de flics ! Ces flics qui sont les plus acharnés à tabasser et réprimer les travailleurs dans les commissariats. Aux vrais communistes de montrer à la classe ouvrière qu'elle doit prendre en main la défense de ses frères de classe immigrés.

• Les lâches assassins comptent sur l'anonymat et la complicité de la police bourgeoise. Démasquons-les, surveillons les et organisons la protection de nos camarades immigrés.

• Ils comptent sur le silence de la presse bourgeoise. Dénonçons largement, dans le journal et dans les tracts, leurs actes criminels.

• Ceux qui les utilisent comptent sur la division de la classe ouvrière, sur le racisme qu'ils y entretiennent pour que les assassinats ne suscitent pas de réactions, et même pour transformer certains ouvriers en nervis. Renforçons la solidarité de classe entre français et immigrés. Portons sur le terrain des usines, chez les ouvriers français, le combat contre la circulaire Fontanet, circulaire de division de la classe ouvrière et les assassinats racistes.

OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, EMPÊCHONS D'AGIR LES ASSASSINS ET LEURS MAÎTRES !

le cacf d'ivry organise la riposte à l'assassinat de fernando ramos

Après les ratonnades de Grasse et à la suite du meeting fasciste du jeudi 21 juin, la bourgeoisie a déclenché et organisé la multiplication d'attentats racistes contre les travailleurs immigrés en France.

A Ivry-Vitry, c'est particulièrement clair : dès le lendemain du meeting fasciste, dans la nuit du 23 au 24 juin, un commando a fait une « tournée » : bouteille incendiaire contre un café arabe, 7 rue Gaston Cornavin à Ivry. Puis contre un autre café : 13 rue Auguste Blanqui à Vitry. Dans le café d'Ivry, plusieurs ouvriers étrangers ont été grièvement brûlés. La « tournée » semble s'être terminée dans le 15ème arrondissement où deux autres cafés ont été attaqués de la même façon.

La semaine suivante, mardi 3 juillet au soir, une estafette blanche immatriculée PP 94 a fait à peu près la même tournée. Mais cette fois-ci les 5 voyous fascistes se sont lâchement attaqués, à coups de barre de fer, successivement à 2 travailleurs isolés qui revenaient de leur travail : M. Atrouche et M. Bounajda. Tous deux ont été gravement blessés.

Arrivés à Vitry, sur le quai Jules Guesde, 3 des fascistes se sont précipités sur Fernando RAMOS ouvrier portugais, assis seul au bord de la Seine, l'ont roué de coups et l'ont jeté dans le fleuve.

Fernando RAMOS est mort noyé, assassiné.

Ces agressions, ces crimes sont manifestement organisés. Et cela dans toute la banlieue Sud-Est. Des agressions semblables se sont déroulées à Villejuif, Charenton, Champigny.

Ces agressions, ces crimes racistes sont organisés en étroite liaison avec la police.

De longue date, ce sont les algériens qui forment la grande majorité des ouvriers étrangers qui vivent et habitent à Ivry-Vitry. Durant la guerre d'Algérie, la police locale a donc constamment ratonné. Elle s'est signalée, au printemps 71 lors de la vague d'attentats racistes déclenchés par la bourgeoisie pour se « venger » de la nationalisation du pétrole algérien : ce sont les flics d'Ivry qui ont tabassé à coups de pelle puis abattu au pistolet un algérien, Behar Rehalla (sous prétexte qu'il avait volé un pot de yaourt !).

Le P.C.F. installé depuis longtemps dans les mairies d'Ivry et de Vitry collabore étroitement avec la police locale. Les maires, les sections du PCF, les UL-CGT multiplient les déclarations. Toutes pareilles « il faut que la police, plutôt que d'être utilisée pour la répression contre les travailleurs, assure la sécurité de la population ». Ces traîtres cherchent à

tromper les ouvriers, à masquer la vérité fondamentale. Policiers avec ou sans uniformes et fascistes en civil se connaissent bien, travaillent la main dans la main et se répartissent leur boulot d'assassins au service de la bourgeoisie. Que font les flics actuellement ? Ils tentent d'intimider les camarades de travail de Fernando RAMOS, ils multiplient les patrouilles, mais l'enquête reste à zéro !

Gosnat, député du P.C.F. de la circonscription, a l'impudence d'annoncer discrètement dans l'Huma (très peu lue des travailleurs) qu'il « rendra hommage à la mémoire du jeune portugais devant la porte de l'entreprise ».

Mais que les travailleurs se souviennent. Voici ce que disait le même Gosnat, lors de l'assassinat de Rehalla par les flics : « En ce moment une vaste campagne se développe au sujet d'un nommé Behar Mohalla, ancien harki, repris de justice, pris en flagrant délit de vol le 22 avril dernier. Ceci est une affaire de droit commun ». C'est à dire : interdiction aux travailleurs de se mobiliser contre cet assassinat raciste des flics ! C'est le « droit commun » que d'abattre comme un chien un présumé voleur de yaourt parce qu'il est algérien !

L'indignation et la révolte des travailleurs qui ont pu apprendre ce crime, est grande. Ils cherchent un moyen de riposter vigoureusement, malgré la menace permanente de la police et les manœuvres révisionnistes.

Samedi soir, lors d'un meeting de dénonciation de la circulaire Fontanet (prévu avant l'assassinat), le CACF d'Ivry-Vitry a appelé à se mobiliser pour riposter rapidement. Des camarades de Fernando RAMOS étaient venus apporter leur témoignage.

A la suite de cela, le CACF a décidé d'engager aussitôt une campagne dans la classe ouvrière :

— pour informer les travailleurs : beaucoup ne sont pas encore au courant

— pour expliquer la raison de ce meurtre : la bourgeoisie et le P.C.F. laissent entendre qu'il s'agit d'un fait isolé.

— pour rassembler et unifier le mouvement de solidarité et de protestation.

D'autre part, le CACF demandera à des organisations (CIMADE, JOC par exemple) de s'associer à cette campagne. A partir de là, il sera possible pour le CACF à bref délai, de décider avec les travailleurs de la riposte la plus efficace et la plus massive qui pourra être organisée.

Par le racisme et par la terreur, la bourgeoisie cherche à diviser ouvriers français et ouvriers immigrés. Nous sommes une seule et même classe ouvrière. Nous sommes solidaires de Fernando RAMOS, notre frère de classe et de tous les ouvriers assassinés par la bourgeoisie. Nous saurons les venger !

Correspondant Ivry



claire st cyr - paris

le patron utilise la circulaire fontanet pour briser une grève

L'entreprise « Claude St Cyr » (corseterie et lingerie), 156, rue du faubourg Poissonnière (Paris 10e), dépendance de la firme « Pronuptia » est le type même des très nombreuses petites boîtes de confection, qui, notamment à Paris surexploite les ouvrières :

— bas salaires : 5,50 à 6,20 de l'heure maximum
— salaire au rendement
— vols sur les salaires (sous divers prétextes)

— manque total de sécurité et d'hygiène : par exemple 9 ouvrières travaillant dans une pièce de 9 m², sans aération, sans sortie de secours. Alors que les risques d'incendie sont permanents... et qu'il y a une fuite de gaz. Les WC (infects) sont en plein milieu de la cuisine-cantine etc...

Dans un premier temps, les ouvrières (26 françaises et 5 espagnoles) ont réussi à dresser un cahier

de revendications. Elles réclamaient :

— toute une série de transformations de l'atelier permettant des conditions d'hygiène et de sécurité minimum

— 1 F d'augmentation de l'heure pour toutes

— 1/4 d'heure de pause le matin et 1/4 d'heure le soir.

D'autre part, elles mettaient en question le salaire au rendement et se prononçaient pour l'abrogation de la Circulaire Fontanet.

La direction a d'abord riposté en licenciant une française et une espagnole. Mais elle a dû reculer. La direction a alors utilisé comme arme de division la Circulaire Fontanet. En effet, depuis 3 ans, elle exploitait 5 jeunes espagnoles entrées en France au titre de « l'alliance française », en leur faisant croire que leurs papiers

étaient en règle. Elle les a licenciés sous le prétexte que leurs papiers n'étaient pas en règle...

Pour briser par la peur, la solidarité des françaises et des espagnoles, la direction a finalement fait appel à la police : plusieurs cars ont déversé des dizaines de flics qui ont envahi l'atelier et embarqué les ouvrières licenciées. Pendant toute une journée, les flics les ont emprisonnées au poste et interrogées.

C'est clair : la circulaire Fontanet est une arme de la bourgeoisie pour briser nos luttes.

Pour riposter, une seule solution : dénoncer largement au sein même des entreprises la circulaire, prévoir les coups qu'elle peut porter et nous y préparer. C'est une condition indispensable pour que français et immigrés, engagés et poursuivis unis, la lutte pour leurs revendications et remportent des victoires.

préparons des luttes d'envergure pour la régularisation

communiqué de la coordination nationale des c.a.c.f.

La dernière réunion de la coordination nationale des C.A.C.F. a examiné la progression du travail des comités et la manière dont se concrétise l'orientation telle qu'elle a été définie par le secrétariat dans le numéro 77. D'ores et déjà, il se confirme que cette orientation est rentrée dans la vie dans certains endroits :

— les premiers C.A.C.F. d'usine sont nés comme à Bourgeois (Besançon), à Durschmidt (Villeurbanne)...

— la prise en main de l'élaboration de cahiers de revendications avec les travailleurs, première mobilisation avant de les déposer au patron et d'engager la lutte pour les faire aboutir, est déjà avancée dans des comités comme Roubaix, Paris...

— la prise en main de la lutte contre les conditions de logement faites aux travailleurs immigrés, est effective comme dans le 19ème où le CLTFI et le C.A.C.F. ont fusionné

— la politique unitaire commence à porter ses fruits comme dans le 19ème où le CLTFI et le C.A.C.F. ont fusionné

Après l'examen de ces résultats la coordination a examiné la situation créée par les mesures Gorse, et envisagé les tâches des C.A.C.F. par rapport à cela. Ce qui est consigné par le Communiqué suivant :

La coordination nationale des CACF a réaffirmé la position exprimée par le secrétariat concernant les dernières mesures gouvernementales sur la régularisation des travailleurs immigrés restés en France avant le mois de juin 73.

— Il s'agit d'un premier recul de la bourgeoisie face aux luttes menées depuis plusieurs mois contre la circulaire Fontanet, et notamment face aux grèves d'usines qui ont commencé à se déclencher dans la dernière période : MARGOLINE, UNELEC, GRASSE etc...

— Ces mesures concernent simplement l'application de la Circulaire Fontanet sans remettre celle-ci fondamentalement en cause, et ceci aux dires même du gouvernement :

Contrôle étroit de l'immigration, système des contrats, condition de délivrance et de renouvellement des cartes de travail et de séjour, tout cela reste intact et même est renforcé par la clause qui interdit maintenant à tout ouvrier étranger entré comme «touriste» de trouver du travail en France.

Les C.A.C.F. appellent donc à continuer et à intensifier la lutte - notamment en la portant dans les

entreprises - contre la circulaire Fontanet.

Mais cette position ne doit pas nous dispenser, bien au contraire, de lutter pour l'application ferme des mesures gouvernementales, de telle manière que le maximum de travailleurs immigrés puissent être régularisés. Car il s'avère, d'après les différentes informations fournies par les comités, que la bourgeoisie met de multiples obstacles à la régularisation des travailleurs immigrés concernés par les promesses de Gorse.

— Dans certains endroits, les flics renvoient les travailleurs immigrés en prétendant qu'ils ne sont pas au courant des dernières dispositions.

— Dans d'autres villes comme Marseille, Dunkerque, Besançon, la police, si elle délivre les formulaires de contrat, refuse d'accorder les récépissés provisoires. Ou encore, comme à Dunkerque, des travailleurs immigrés sans travail se voient interdire l'inscription à l'ANPE. Parallèlement comme à Marseille, les flics organisent des rapt parmi les travailleurs immigrés et menacent d'expulsion les «irréguliers».

— Ailleurs, ce sont les patrons qui refusent de remplir les

contrats.

— Là où le processus de régularisation est engagé, comme à Lyon ou à Martigues, les camarades nous signalent le rythme très lent avec lequel cela se fait (quelques unités par jour à Martigues).

De tout cela il résulte :

— Qu'on ne peut absolument pas se fier aux simples déclarations d'intention de la bourgeoisie et se croiser les bras en attendant la régularisation.

— Qu'il faut au contraire, en utilisant la brèche ouverte, organiser l'action pour faire en sorte que le maximum de travailleurs immigrés soient régularisés.

Pour cela la coordination nationale des C.A.C.F.

1°) demande à tous les comités de dénoncer largement auprès des travailleurs français et immigrés la duplicité de la bourgeoisie.

2°) appelle les travailleurs immigrés à prendre contact avec les C.A.C.F. de telle manière d'abord qu'ils puissent déposer leurs dossiers de régularisation dans les meilleures conditions possibles, ensuite qu'ils puissent organiser l'action collectivement au cas où les dossiers seraient refusés.

Les C.A.C.F. soulignent que par cette attitude, il s'agit, tout en utilisant au maximum dans l'intérêt des travailleurs les dernières dispositions gouvernementales, de préparer des luttes d'envergure pour la régularisation qui ne manqueront pas de se développer notamment avec le délai de rigueur du 30 septembre.

Signalons d'ores et déjà qu'en dehors de la mauvaise volonté de la bourgeoisie, un certain nombre de travailleurs immigrés ne pourront en aucun cas obtenir leur régularisation d'ici le 30 septembre.

— D'une part, tous les travailleurs immigrés au travail intérimaire et qui ne peuvent avoir que des contrats de 1 mois à 3 mois au mieux.

— D'autre part, tous ceux qui, même inscrits à l'ANPE, pourront trouver du travail du fait du chômage comme par exemple, et ceci d'une manière aiguë à Fos aujourd'hui.

● RÉGULARISATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS!

● LA CARTE DE TRAVAIL DÈS L'EMBAUCHE, PERMANENTE, VALABLE SUR TOUT LE TERRITOIRE ET POUR TOUTES LES PROFESSIONS!



diffusion de tracts contre la circulaire fontanet à la porte d'une usine

le préfet de moselle "explique" les mesures gorse

Notre correspondant de Thionville nous signale comment la préfecture de la Moselle a porté les dernières mesures Gorse à la connaissance des travailleurs : dans le «Républicain Lorrain» du 28-6 après l'énoncé des dispositions Gorse, le communiqué de la préfecture se termine par : «... Les travailleurs étrangers sont rendus attentifs sur le caractère exceptionnel de ces mesures ainsi que sur la durée limitée dans le temps de cette opération qui s'achève le 30 sept 1973. Passé cette date, des mesures rigoureuses se prises à l'encontre des travailleurs étrangers qui aural... omis de se mettre en règle.»

Voilà qui est une menace bien claire : les mesures Gorse ne sont qu'un sursis «exceptionnel» et «limité au 30/9» pour les travailleurs dans l'application de la Circulaire Fontanet ! C'est l'annonce de luttes importantes à préparer pour la rentrée contre la répression des travailleurs qui n'auront pas pu être régularisés.

Ce communiqué et ces menaces sont d'autant plus cyniques, que la bourgeoisie actuellement refuse, en attendant le 30/9, l'application de ces mesures Gorse à de très nombreux travailleurs ! Il faut engager dès aujourd'hui l'action pour contraindre la bourgeoisie à appliquer les concessions qu'elle a dû faire face à la lutte des travailleurs. Il faut particulièrement être vigilant aussi au reflux des travailleurs que la bourgeoisie doit d'ores et déjà organiser aux frontières, y compris pour les travailleurs qui travaillant en France sont partis en congés dans leur pays et s'approprient à revenir : là aussi, il faut engager l'enquête et l'action aux points importants de passage de la main d'œuvre immigrée comme à Marseille par exemple...

paris 19e fusion du c.a.c.f. et du c.l.t.f.i.

Le Comité pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet et le Comité de lutte Travailleurs Français Immigrés du 19ème à Paris ont fusionné. La décision d'unir nos forces correspond à un souci maximum d'efficacité, à l'heure où les mesures démagogiques de Gorse voudraient faire croire que la bataille pour l'abrogation de la Circulaire Fontanet n'a plus de raison d'être.

Depuis trois mois, le C.A.C.F. développe un large travail d'explication et de mobilisation. Ce travail avait débouché sur l'organisation d'une petite manifestation de Quartier regroupant 80 personnes. Au cours de cette manifestation, des contacts avaient été pris avec une quinzaine de travailleurs immigrés d'un foyer où nous nous proposons d'établir avec eux une plateforme revendicative. Quant au CLTFI animé par des militants du Comité d'Unité Français Immigrés, il a organisé un meeting sur des bases justes, avec des ouvriers d'une usine en grève contre la Circulaire Fontanet. Ce meeting a regroupé près de 25 personnes.

Afin de ne pas sombrer dans le localisme, le nouveau comité a décidé d'envoyer des représentants aux coordinations nationales des C.A.C.F. et du CUF.

Des divergences peuvent apparaître certainement dans la pratique, mais aujourd'hui, il est possible d'avancer dans leurs résolutions en s'appuyant sur le désir d'unité. Les problèmes qui se posent au nouveau comité sont :

— Lier les revendications particulières de foyers que nous connaissons, aux mots d'ordre plus généraux sur l'abrogation de la circulaire Fontanet, d'égalité des droits entre français et immigrés... etc

— Engager un travail contre la circulaire Fontanet dans les usines où nous avons des contacts, et sur les nombreux chantiers du quartier.

Correspondant 19e

non aux foyers-taudis

Rue Clairaut à Paris 17e, dans un foyer géré par la préfecture

— à 14 par chambre, sans douche, sans eau chaude, 1 WC pour 20.

— les volets de certaines fenêtres cadenassés pour ne pas « gêner » les bourgeois qui habitent en face.

— la nourriture comprise dans le loyer est immangeable : déchets d'hôpitaux, certains résidents sont malades !

D'un côté la Circulaire Fontanet exige des travailleurs des logements décentes pour leur délivrer la carte de séjour ; de l'autre, le gouvernement et les patrons logent les travailleurs dans des taudis.

Jeudi 27 juin, une délégation dépose au bureau de la préfecture à Belleville la plateforme revendicative établie par le CACF et les résidents de la rue Clairaut : — suppression des frais obligatoires de cantine.

— réparation du foyer et aménagement de chambres pour 1 à 2 personnes, sans augmentation du loyer.

— relogement dans un logement correct.

— des sanitaires en nombre suffisant.

— suppression des pouvoirs répressifs du gérant.

— liberté d'expression et de réunion dans le foyer.

— abrogation de la circulaire Fontanet.

L'année dernière, plusieurs foyers de la région parisienne ont mené des

luttes contre les conditions de logement et les augmentations de loyers : à Saint-Denis, Drancy, au foyer Riquet dans le 19e... En menant une grève des loyers de plus d'un an et en organisant leur lutte, les résidents du foyer Riquet ont obtenu victoire : ils ont été relogés dans un foyer neuf dans la même rue.

Aujourd'hui, le foyer Clairaut, les foyers de jeunes travailleurs, les locataires d'un hôtel meublé à Bezon sont en lutte.

Aujourd'hui, les loyers et les charges augmentent pour tous les logements ; le gouvernement tend à supprimer la catégorie des logements de 1948 soumis à des limitations de loyer.

Travailleurs français et immigrés, à l'exemple de ces luttes,

— élaborez vos revendications, — prenez contact avec les Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet pour organiser et populariser les luttes.

DES LOGEMENTS CORRECTS POUR TOUS!

PAS DE LOYER SUPÉRIEUR A 10% DU SALAIRE!

STATUT DE LOCATAIRE POUR LES HABITANTS DES FOYERS ET DES CITÉS DE TRANSIT!

SUPPRESSION DES POUVOIRS REPRESSIFS DES GERANTS!

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET!

CACF 162 rue Marcadet Paris 18e permanence tous les soirs de 18 h 30 à 20 h. sauf dimanche

(tract diffusé à Paris)

macon : meeting du c.a.c.f.

Le C.A.C.F. de Mâcon a tenu sa première réunion publique. Des affiches, des tracts sur les usines, sur le marché, dans un foyer de travailleurs immigrés, sur les baraques des chantiers où sont logés les travailleurs avaient préparé cette réunion. En tout une quarantaine de personnes dont plus de la moitié de travailleurs immigrés sont venus à cette réunion.

Elle était centrée sur la projection de diapos accompagnée de commentaires lus par un camarade :

— un montage sur les conditions de logement des immigrés et des français à Mâcon expliquait à partir de là certains aspects de la circulaire Fontanet.

— un montage prêté par les camarades de Lyon, plus complet, expliquant de façon concrète ce qu'est l'immigration, l'impérialisme, ce qu'est la circulaire Fontanet, ce que sont les C.A.C.F.

Les points principaux du commentaire étaient traduits en arabe par un camarade, relayé en cela spontanément par un travailleur tunisien de l'assistance.

La Ligue trotskiste a tenté de monopoliser la parole, nous accusant «d'ouvriérisme», et de ne rien faire pour «lutter contre les fascistes» ! En clair les individus de cette Ligue auraient bien aimé que la défense de Krivine nous détourne de la lutte des travailleurs pour l'abrogation de la circulaire scélérate de Fontanet.

Nous poursuivons notre travail.

Correspondant Mâcon.

LA CRISE MONETAIRE UNE MALADIE INCURABLE DU MONDE CAPITALISTE

Aujourd'hui le dollar baisse à toute allure sur la plupart des places financières du monde capitaliste. La décision prise, pour la première fois depuis la 2e guerre mondiale, de dévaluer officiellement le dollar, de 7,9 % en décembre 71 puis de 10 % guère plus d'un an après, a marqué la reconnaissance publique par les dirigeants de l'impérialisme US du déclin de leur devise. Encore cette dévaluation officielle était-elle très en dessous de la réalité. C'est ainsi que depuis sa dernière dévaluation officielle, soit en moins de 5 mois, le dollar a baissé dans les faits de 15 % passant à Paris de 4 F 60 à 3 F 85 vendredi dernier.

Cette chute du dollar reflète les difficultés économiques et politiques croissantes de l'impérialisme :

— l'impérialisme américain avait pu établir sa domination sans partage sur le monde capitaliste en lendemain de la 2e guerre mondiale, profitant de sa situation économique florissante (appareil de production gardé intact, profits énormes réalisés du fait de la guerre elle-même : fournitures et prêts aux États belligérants) alors que les autres impérialismes étaient très affaiblis.

— la chute du dollar correspond à la fabrication massive du dollar papier par les États-Unis. Cette émission de papier-monnaie a permis aux États-Unis de faire face à leurs besoins de plus en plus considérables en capitaux pour mettre en œuvre leur politique impérialiste : exportations gigantesques de capitaux, les monopoles américains achetant partout des usines. On sait par exemple comment dès 47, sous le couvert « d'aide » à la reconstruction de l'Europe, le plan Marshall fut une vaste entreprise pour placer l'industrie européenne sous un contrôle américain. Également dépenses militaires croissantes, d'autant plus considérables que la lutte de libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine n'a cessé de se développer, obligeant l'impérialisme américain à entretenir des millions de soldats et des milliers de bases aux quatre coins du monde ; de telles dépenses créaient un déficit énorme dans le budget d'État et devaient être couvertes par la fabrication massive de dollars.

Le résultat de tout cela a été la baisse du pouvoir d'achat du dollar aux États-Unis mêmes, tandis que les dollars exportés s'accumulaient progressivement chez les impérialismes concurrents. Cette situation a atteint un point de rupture au moment où les réserves d'or de la banque des États-Unis étaient si faibles devant la masse des dollars amassés hors de ce pays que toute demande de conversion des dollars en or aurait entraîné une catastrophe. C'est la raison pour laquelle Nixon décidait le 17 août 71 de rendre inconvertible le dollar en or, alors que cette convertibilité était à la base du système monétaire impérialiste mis au point par les accords de BRETON WOODS. Nixon signalait ainsi que les avoirs en dollars détenus par les États étrangers n'étaient plus que du papier !

— cette inflation monétaire avec la baisse du dollar qui se poursuit plus que jamais aujourd'hui, mine un facteur essentiel permettant à l'impérialisme d'imposer sa domination : l'exportation des capitaux.

Cependant, l'impérialisme US entend faire partager ses difficultés aux impérialismes concurrents.

Dans ce but, il profite des positions qu'il a acquises antérieurement. L'Europe Occidentale et le Japon s'its sont redevus des concurrents redoutables de l'impérialisme américain ont pour cela utilisé les capitaux américains déversés chez eux depuis la 2e guerre mondiale. C'est ainsi que ces pays et notamment l'Allemagne et le Japon, se sont retrouvés avec une proportion considérable de dollars dans les réserves de leurs banques centrales, la part de ces réserves constituée en or étant réduite.

Aussi la décision de Nixon d'août 71 de rendre inconvertible en or le dollar, empêche les impérialismes concurrents de se défaire des masses de dollars qu'ils ont en réserve, et dont ils ont intérêt à limiter la dévaluation, facteur d'inflation pour eux-mêmes. L'impérialisme US se donne par là un moyen de faire participer les autres impérialismes à sa propre crise.

A l'heure actuelle l'impérialisme US veut tirer parti de la baisse du dollar pour améliorer sa situation sur le plan commercial. En effet, signe de

ces difficultés croissantes, l'impérialisme US voit aujourd'hui sa balance commerciale avec l'étranger déficitaire et la dévaluation lui apparaît comme une arme contre les autres impérialismes en vue d'éponger ce déficit. La baisse du dollar signifie que cette monnaie s'échange contre des quantités inférieures de monnaies étrangères, il faut par exemple moins de francs pour obtenir le même nombre de dollars. En conséquence pour l'acheteur français, les produits US sont moins chers, et les ventes US en France sont ainsi stimulées. En retour, les produits français seront plus chers sur le marché américain, les exportations françaises seront ralenties. Giscard exprimait l'inquiétude de la bourgeoisie française, lorsqu'il déclarait samedi à l'ORTF : « Nous ne voulons pas laisser se créer une situation dans laquelle des secteurs entiers de l'économie française du fait d'une parité trop forte du Franc par rapport au dollar disparaîtraient de la compétition internationale ». Il est clair que dans l'immédiat, l'impérialisme US ne veut rien faire pour freiner la dégringolade du dollar, comme le confirmait encore le sous-secrétaire au Trésor US : « Les USA n'envisagent nullement d'intervenir ». Ce qui signifie que le gouvernement US ne veut pas soutenir le cours du dollar en rachetant des dollars contre de l'or et des devises (ce qui réduisant la masse de dollars sur le marché capitaliste, limiterait l'offre en dollars et du même coup la baisse par rapport aux autres devises).

Avec la baisse du dollar l'impérialisme US entend se mettre en position avantageuse à l'approche du « Nixon Round », négociation qui doit s'ouvrir en septembre entre les USA, l'Europe Occidentale et le Japon dans le cadre du GATT, organisation internationale pour le commerce et les tarifs douaniers. En vue de cette réunion pour régler les échanges commerciaux et où chaque impérialisme veut obtenir le maximum de concessions des autres, l'impérialisme US ne prend aucune mesure contre la dévaluation de sa monnaie, tout en brandissant la menace des surtaxes et autres barrières douanières pour entraver la pénétration des produits étrangers. Nixon a donné une idée de ses projets lorsque, en février,

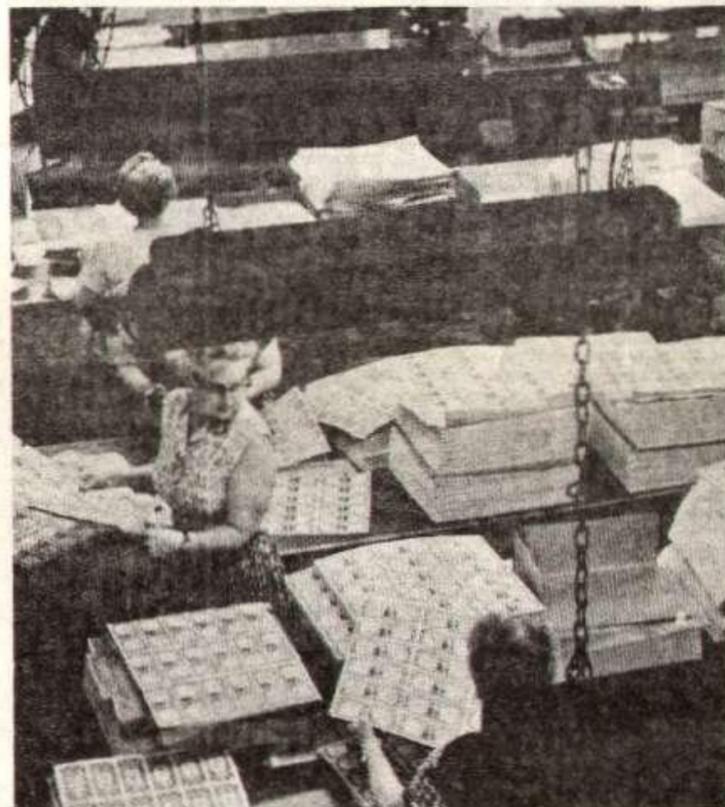
annonçant une dévaluation officielle du dollar, il a indiqué : « C'est seulement en étant capable d'élever les barrières que nous pourrions amener les autres à les baisser. »

Si l'impérialisme US peut essayer d'utiliser la dévaluation du dollar, comme moyen de pression sur ses partenaires, et en tirer par là certains profits, ils seront forcément limités : pour les exportations de marchandises les contrats internationaux exigent que l'acheteur puisse savoir longtemps à l'avance à combien lui reviendra son achat. Une monnaie aussi instable que le dollar ne respecte guère cette exigence. Surtout, la baisse vertigineuse du dollar exprime la crise fondamentale de l'impérialisme US, crise à laquelle le gain de quelques positions

commerciales ne peut remédier.

Avec le dollar c'est tout le système monétaire impérialiste, fondé sur lui, qui s'est effondré, plaçant ainsi tous les impérialismes devant une contradiction insoluble : renflouer la monnaie US en aidant les USA à surmonter leurs difficultés pour sauver le système alors qu'affrontant les mêmes difficultés à des degrés divers eux-mêmes ne sont pas prêts à payer le prix nécessaire. Dans la bataille de chiens qui s'annonce, les différents impérialismes chercheront à renforcer l'exploitation des peuples opprimés et de leur propre prolétariat.

NON, NOUS NE PAIERONS PAS LA CRISE. A MORT L'IMPERIALISME !



Après la guerre le papier dollar valait de l'or... — aujourd'hui il n'est même plus convertible en or.

à nouveau,

GISCARD ORGANISE L'INFLATION

Giscard a annoncé un nouveau plan soi-disant de lutte contre l'inflation. Il se présente sous la forme de simples mesures techniques de « surveillance renforcée du crédit ». Mais en quoi ces mesures freineront la hausse des prix ?

Il y a deux volets :

1) D'une façon générale, le volume des crédits devrait être réduit, en même temps que le taux de crédit augmenterait. En principe il deviendrait plus difficile d'emprunter et l'argent deviendrait moins « facile », donc l'inflation regresserait. Mais l'argent sera moins facile pour qui ? Sûrement pas pour les firmes, capitalistes, en tous les cas pas pour celles qui exportent. Le plan Giscard ne touche en rien aux crédits à l'exportation : ces crédits énormes fournis par l'État bourgeois permettent aux trusts d'enlever des marchés à l'étranger, d'abaisser artificiellement leurs prix à l'exportation, de se lancer dans des programmes à long terme bien au-delà de leurs ressources propres. C'est une forme de dumping.

Dans la mesure où les États impérialistes pratiquent tous ce

genre de crédit, la surenchère, au niveau mondial, contribue, en fin de compte à accélérer l'inflation.

En réalité les mesures Giscard de « surveillance » se ramènent à infléchir la politique de crédits des banques dans certains secteurs : il s'agit de stabiliser les prêts pour résidences secondaires et les prêts personnels destinés, avant tout, à faciliter la consommation de la bourgeoisie et de certaines couches petites-bourgeoises. Cela revient à inciter les banques à augmenter encore le volume des crédits à l'industrie.

2) En même temps, l'autre volet du plan Giscard s'attaque directement aux conditions de vie des masses :

— D'ores et déjà il est certain que le taux des crédits à la consommation sera relevé et leur délai de remboursement raccourci. Or une grande majorité de familles ouvrières ne disposent pas de sommes suffisantes pour payer comptant les équipements dont elles ont besoin : mobilier, moyens de transport, appareils électroménagers. Elles sont obligées d'en passer par le racket organisé du « crédit à la consommation ». Avec ces

nouvelles mesures, de deux choses l'une : ou bien, pour les unes, elles devront tout simplement renoncer à l'achat qu'elles projetaient, ou leur refusera le crédit, car, pour les nouvelles normes, leur salaire sera jugé insuffisant ; ou bien, pour les autres, cela signifiera une hausse importante du prix de vente réel de la cuisinière ou de la mobylette qu'elles achèteront. Avec le risque de se voir voler à la fois l'argent déjà versé et l'objet acheté, si elles ne parviennent plus à payer les traites trop lourdes.

Ainsi pour les travailleurs, la « surveillance renforcée » du crédit, cela veut dire le renforcement des privations et de la hausse des prix.

— Giscard, d'autre part, a décidé de bloquer le « Fonds d'Action Conjoncturelle ». C'est à dire que toute une partie du budget d'État extorqué aux travailleurs ne sera pas employée. Et ce sont précisément des fonds qui devaient soi-disant servir à améliorer les services de santé, les transports, les logements. De toutes les « améliorations » promises par le Plan, plus question ! Ces fonds serviront en fait à accroître la masse de capital dont dispose l'État bourgeois

pour faire face à la concurrence interimpérialiste.

— Certes il y a une mesure qui apparemment devrait contribuer à freiner l'inflation : Giscard a décidé d'augmenter les importations de textile surtout en provenance de pays asiatiques ou est-européens, où ils sont moins chers. Mais pour la classe ouvrière cela aura pour conséquence directe d'aggraver encore le chômage dans textiles déjà durement frappé. Le seul remède trouvé par Giscard contre l'inflation aboutit au chômage !

Le dernier plan Giscard, comme les précédents ne vise donc nullement à enrayer la hausse du coût de la vie. Depuis des années qu'il est installé au ministère des Finances, tous ces plans « anti-inflation » ont abouti, en fait à organiser l'inflation, l'appauvrissement des masses. Déjà les experts bourgeois reconnaissent qu'il n'y aura « aucun effet immédiat sur les prix », que l'inflation va s'accroître au contraire fin 73 et en 74.

En même temps un plan tacite de blocage des salaires est mis en place : c'est ce que montrent les dernières luttes et en particulier la ré-

pression et l'intransigeance de la bourgeoisie vis à vis des ouvriers de Peugeot qui exigeaient 1 500 Fr par mois minimum pour 40 h. Après avoir fait de la publicité autour du SMIC dérisoire à 5,50 Fr de l'heure, Messmer (et aussi Giscard) ont fait savoir que cela suffisait comme ça et que les trop fortes augmentations de salaires étaient la cause de l'inflation !

Ce plan n'est d'ailleurs qu'un premier coup : il est prévu des mesures plus « sérieuses » à la rentrée. Et avant tout l'augmentation de l'impôt sur le revenu. Souvenons nous de la dévaluation d'août 69 : c'est souvent en cette période de l'année que la bourgeoisie prépare ou déclenche ce genre d'offensive contre la classe ouvrière.

La crise de l'impérialisme s'aggrave de jour en jour : la bourgeoisie tentera toujours davantage de pressurer les masses pour percer sur le marché capitaliste mondial, pour participer à la bataille des rapaces des impérialismes.

Renforçons notre unité de combat autour de nos revendications. La crise de l'impérialisme est incurable. Préparons nous à la lutte.

un tournant bien significatif de l'humanité rouge

Dans leur dernière publication, les dirigeants de l'Humanité -Rouge: amorcent un virage très intéressant. Nous n'embarquerons pas nos colonnes de réponses à leurs diverses calomnies; nous ne reprendrons pas une à une toutes leurs bêtises politiques: nous avons déjà eu l'occasion de stigmatiser le comportement anti-unitaire et opportuniste de cette organisation petite bourgeoise, mais aujourd'hui nous avons le devoir de mettre en garde tous les militants qui se rattachent de près ou de loin au marxisme-léninisme contre l'évolution particulièrement dangereuse de la ligne de l'Humanité -Rouge.

En effet, dans les derniers mois, une lutte semblait se dessiner au sein de cette organisation entre des positions de principes, vagues et générales mais correctes, notamment contre l'électoratisme, contre les orientations réformistes du programme commun des partis de gauche d'un côté, et d'un autre côté des positions particulièrement opportunistes, tendant à mettre une partie du mouvement révolutionnaire à la remorque des révisionnistes modernes. La coexistence de ces diverses positions dans le journal dissimulait mal cette lutte: il est clair aujourd'hui qu'a triomphé sans partage la ligne opportuniste à 100%. En quoi consiste-t-elle?

Les deux derniers numéros de l'Humanité -Rouge désignent à l'évidence la lutte antifasciste comme l'axe principal de lutte offert à ses militants. Le dernier numéro lui est pratiquement consacré en entier. De ce choix résultent de très graves conséquences: — d'abord dans un appel aux militants du P-c-F disparaît toute critique marxiste-léniniste des positions bourgeoises, contre-révolutionnaires de ce parti. Alors même qu'une large partie de la classe ouvrière, par delà ces militants, est abusée par les illusions réformistes développées par le P-c-F, alors même qu'elle est détournée de la perspective de la révolution par la voie sans issue de la démocratie avancée, s'adresser au P-c-F quand on prétend être marxiste-léniniste, sans souligner le rôle d'auxiliaire précieux de la bourgeoisie joué par le révisionnisme, c'est abdiquer toute conscience révolutionnaire, c'est sombrer dans le plus grand opportunisme.

— ensuite caractériser principalement la Ligue trotskiste comme une organisation anti-fasciste, c'est se vouer délibérément à être aveugle sur le rôle effectif joué par les trotskistes au profit du révisionnisme donc de la bourgeoisie.

Ces conséquences proviennent d'une très grave erreur politique commise par les dirigeants de l'Humanité -Rouge. Cette erreur consiste à intervenir systématiquement causes et effets. Au moment même où d'importants détachements de la classe ouvrière, principalement chez les OS entrent en lutte de façon résolue contre leurs exploités, les révisionnistes du P-c-F et de la CGT, leurs acolytes réformistes du PS et de la CFDT se montrent incapables de donner un débouché à ces luttes dont les mots d'ordre entrent en contradiction avec les perspectives du programme commun. Il en va de même avec le mouvement résolu des travailleurs immigrés contre la circulaire Fontanel. Face à ces mouvements, la bourgeoisie qui trouve les réformistes ou débordés ou absents des luttes, emploie fréquemment la

répression brutale de ses forces de police. Répression directe et répression indirecte par l'entremise des organisations réviso-réformistes, telles sont les deux armes absolument solidaires de la bourgeoisie face à la révolte des travailleurs. Quand les révisionnistes et les réformistes rencontrent cette impasse, comme au lendemain de leur échec électoral, la bourgeoisie a tendance à utiliser la répression directe, peu confiante qu'elle est dans ses propres tentatives démagogiques.

Au moment même où se font jour les bases d'une cassure entre les révisionnistes et une frange avancée des masses, s'agit-il comme le préconise l'Humanité -Rouge de tendre la main aux militants du P-c-F pour les inviter à une illusoire unité anti-fasciste ou s'agit-il d'ouvrir les yeux à la classe ouvrière, d'étendre en la rendant consciente cette cassure, constatée dans les principaux mouvements actuels entre les révisionnistes et les travailleurs en lutte?

En réalité, ce que l'Humanité -Rouge et avec elle quelques autres mouvements petits bourgeois, baptisent fascisation n'est que l'apparition à visage découvert de la démocratie bourgeoise là où le révisionnisme et le réformisme sont en recul. Ce que l'Humanité -Rouge est incapable de comprendre, c'est que la menace fasciste n'a de sens et de réalité qu'avec un recul qualitativement différent du révisionnisme et du réformisme, qu'avec une progression plus large et plus conséquente de la perspective Révolutionnaire dans les masses.

Là où la tâche des Révolutionnaires consiste à prendre en main l'organisation des travailleurs et la défense de leurs aspirations réelles, et par là riposte à la répression de la bourgeoisie qu'ils encourent dans leurs luttes, l'HR trouve le moyen de proposer un front défensif contre le fascisme, masquant et la nature de la démocratie bourgeoise, dictature violente sur les masses exploitées, et la nature du révisionnisme, au moment où il se trouve en recul.

o au moment où les révisionnistes du P-c-F tentent de refaire leur image de marque en se présentant comme les meilleurs défenseurs de libertés, au moment où ils rivalisent avec le PS pour occuper toute la place que la bourgeoisie assigne à la social-démocratie en vue des élections à venir, au moment donc où le P-c-F cherche à rallier à lui, pour faire l'appoint de voix, les couches indécises de la petite bourgeoisie, la tâche des révolutionnaires n'est pas de se faire les instruments de cette manœuvre.

o au moment où la bourgeoisie tente de dévoyer les aspirations révolutionnaires des travailleurs en présentant comme le parti révolutionnaire, la Ligue trotskiste, pour cela réprimée et pour cela dissoute, le rôle des marxistes-léninistes n'est pas d'entrer dans le jeu. Pendant 5 ans, le parti authentiquement communiste, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste a été constamment réprimé, ses militants pourchassés, sans que la presse bourgeoise consacre aux arrestations des militants suspectés de sa reconstitution plus de cinq lignes. De cela l'HR depuis 3 ans ne s'est guère émue et a partagé ce silence.

C'est pour tout cela que nous mettons en garde les militants révo-

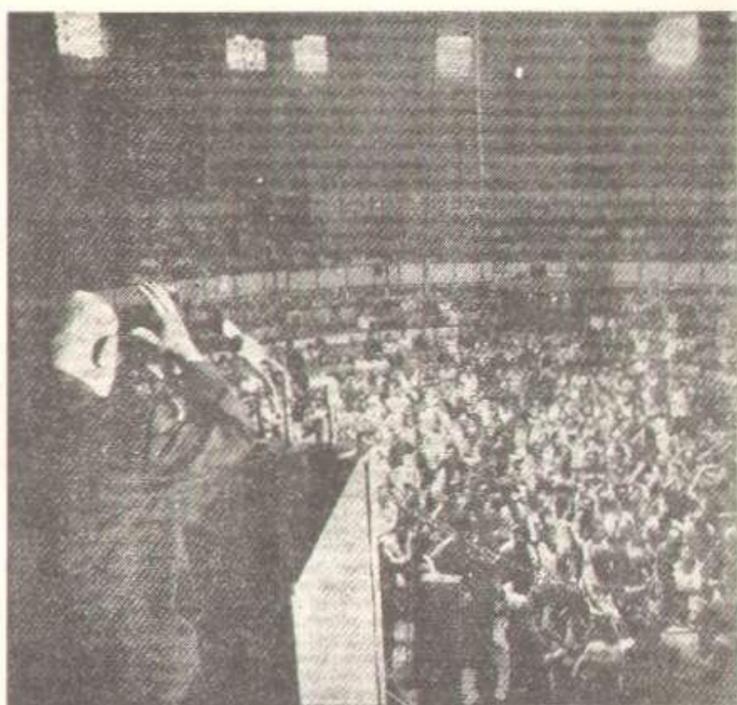
lutionnaires contre les tentatives stériles de l'Humanité -Rouge de dévoyer leur combat vers l'axe principal de la lutte pour les libertés démocratiques. Ne vous laissez pas abuser camarades par les gesticulations groupusculaires à la remorque des révisionnistes, depuis la manifestation du 20 juin jusqu'au dernier meeting du cirque d'Hiver. La place des Révolutionnaires est dans les entreprises aux côtés des travailleurs qui prennent progressivement conscience des illusions réformistes, avec les travailleurs immigrés, pour contrer la circulaire anti-grève de Fontanel, pour organiser sur le terrain comme à Ivry par exemple la riposte aux crimes racistes qui l'accompagnent; le rôle des communistes est d'être actifs, présents en tant que tels dans les luttes des travailleurs contre la bourgeoisie, d'aider à la prise de conscience progressive des travailleurs de la nature bourgeoise du réformisme, d'être à l'offensive contre la bourgeoisie et le réformisme; là où l'HR s'efforce péniblement de dévoyer les révolutionnaires vers la lutte contre les conséquences des luttes de classe en cours: la répression; les communistes doivent mettre au premier plan le développement de ces luttes et leur approfondissement politique.

Les raisons des erreurs politiques très graves de l'HR sont claires: groupe petit bourgeois coupé de la réalité de la lutte de classe, l'HR est voué à enregistrer les conséquences de ces luttes sur la mise à nu de la démocratie bourgeoise, de son caractère répressif. Sa seule réponse consiste à reprendre mécaniquement le schéma de la lutte anti-fasciste de 1943, à préconiser un front populaire anti-fasciste alors même que rien ne rappelle la situation d'alors. Ni l'organisation révolutionnaire des masses (comment comparer la large organisation des travailleurs par le Parti Communiste et la liaison embryonnaire des révolutionnaires avec la classe ouvrière aujourd'hui), ni la crise économique et politique de la bourgeoisie ne sont comparables. L'histoire d'ailleurs, ne se répète pas.

L'HR qui fait grand bruit autour de sa participation, au demeurant modeste à la manifestation contre l'Ordre Nouveau du 21 juin, manifestation à laquelle nous avons également participé, tente aujourd'hui au nom de la lutte anti-fasciste de ramener dans le sillage du P-c-F les militants révolutionnaires qui ont plus que jamais à le combattre. A propos où en sont les Comités d'Unité Populaire censés organiser cette unité à la base contre le fascisme!

Même si son influence est ridiculement faible, nous ne devons pas négliger nos efforts pour ouvrir les yeux aux militants qu'HR trompe et qui ont mieux à faire que s'embourber dans le marais opportuniste. A ces militants, nous tendons une main fraternelle. Quittez ces piètres staliniens qui participent à leur manière aux tentatives grossières de la bourgeoisie pour redorer le blason terni du trotskisme, quittez ces piètres marxistes-léninistes qui, au nom de l'unité anti-fasciste se réfugient dans le giron du P-c-F. Vous connaissez tous l'histoire de celui qui criait au loup chaque fois qu'il croyait le voir et que personne n'a cru quand le loup est effectivement venu. HR depuis plus de 5 ans joue ce jeu dangereux.

A BAS L'OPPORTUNISME, VIVE LE MARXISME-LÉNINISME!



Ecouter Duclos faire acclamer «le P-c-F, le grand parti révolutionnaire de notre temps». Detraz (CFDT) faire applaudir les flics démocrates, ou la clique du P-c-F scander «Union populaire pour les libertés»...

...Les communistes n'avaient vraiment aucune raison d'appeler à ce meeting.

au cirque d'hiver... le chef de piste s'appelait marchais

Le 5 juillet, la gauche réformiste, P-c-F en tête, tenait un meeting contre la dissolution de la Ligue «communiste», avec le soutien de nombreux groupes trotskistes et de quelques camarades se réclamant du marxisme-léninisme qui avaient eu la naïveté d'emboîter le pas.

La mobilisation au regard du nombre et de l'importance des organisations participantes a été faible (quelques milliers) malgré un effort certain du P-c-F qui avait distribué des tracts jusque dans les banlieues. Ce fait témoigne doublement de la coupure entre les trotskistes et la classe ouvrière: d'une part parce que la clientèle petit-bourgeoise de ces diverses sectes était en vacances, d'autre part, parce que les ouvriers que le P-c-F parvient encore à tromper ne se sont guère dérangés pour l'occasion.

Cependant, ce meeting éclaire bien le sens de la provocation politique du 21 juin, dans laquelle la Ligue avait donné à tête baissée. En effet, la dissolution de la Ligue qui a suivi, a donné l'occasion au P-c-F et au PS de se livrer à une nouvelle opération démagogique dans leur course à l'électorat petit-bourgeois. Tandis que Mitterrand recevait Krivine, le P-c-F prenait l'initiative du meeting, et marquait un nouveau point dans sa tentative de se dédouaner de son passé communiste en se présentant pour ce qu'il est: un vul-

gaire parti bourgeois. Ainsi se prolongeait l'entreprise du 20 juin. Ainsi, P-c-F et PS détournèrent-ils l'attention de l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, et soutenaient par là cette offensive.

D'un autre côté, au moment même où elle était dissoute, la Ligue obtenait la réalisation de son rêve de toujours: l'unité - fragile, difficile, mais l'unité - avec le P-c-F. Le soutien qui lui a été accordé à cette occasion montre que les révisionnistes n'ont rien à craindre d'une organisation dont la fonction a consisté, au cours des années passées, à ramener dans le sillage des initiatives du P-c-F les jeunes qui se dégoûtaient de lui, et à détourner par sa nature petite-bourgeoise la classe ouvrière de la Révolution. En appelant au meeting du P-c-F qui leur refusait la parole, les dirigeants de la Ligue ont confirmé une fois de plus cette orientation fondamentale. Le chahut de leurs militants n'y a rien changé: au Cirque d'Hiver, le chef de piste s'appelait Marchais.

En définitive, la dissolution de la Ligue et le meeting qui l'a suivi auront été un facteur de clarification politique, montrant comment la lutte contre la répression peut devenir le prétexte à une unité sans principes et sans perspectives des opportunistes de toute espèce.

octobre



LES CAHIERS
DU
MARXISME LÉNINISME

LE TROTSKISME
CONTRE
LA RÉVOLUTION
PROLETARIENNE

passer
vos
commandes
à

C. Rey
av. th. Braun
69400
Villefranche
le numéro
5F

BERLIET

des mesures pour exploiter plus férocement les travailleurs à la rentrée

Après plus de 2 ans d'inactivité, le bureau d'embauche de Berliet vient de s'ouvrir à nouveau. On ne parle plus des difficultés qui empêchaient de satisfaire les revendications des ouvriers en janvier. La situation est favorable au patron : carnets de commande remplis, accord prochain avec la firme suédoise Volvo. Mais l'embauche ne se fait pas au hasard.

D'un côté, Berliet essaye d'implanter la CFT. Toutes ses tentatives ont échoué jusqu'à maintenant, aussi il a trouvé un nouveau système : une entreprise intérimaire, la SITER, propose aux ouvriers une place chez Berliet à condition qu'ils acceptent un logement à la SONACOTRA (où la bourgeoisie peut facilement les contrôler) et une carte CFT (qui est jointe automatiquement à leurs papiers d'embauche). Ce moyen permet à Berliet d'implanter dans l'usine la CFT par l'intermédiaire de nombreux ouvriers nouvellement immigrés ; la plupart ne savent pas ce qu'est la CFT et acceptent ces conditions d'autant plus facilement que le salaire proposé est plus élevé que ce que les patrons distribuent d'ordinaire. Berliet ne prend aucun risque en utilisant l'entremise d'une boîte intérimaire, de plus il contrôle bien l'opération : Fabry, directeur de la SITER est employé de Berliet, la carte CFT est signée à l'avance par Michaud, permanent CFT, ancien employé de Berliet, ami d'un membre de la direction de Berliet. Le but visé : tromper suffisamment d'ouvriers pour permettre la reconnaissance d'une section syndicale, ils seront embauchés ferme et la CFT existera à Berliet.

D'un autre côté Berliet embauche 500 marocains et 250 tunisiens. Il va les chercher dans leur pays et leur impose un contrat d'un an. Dans une note d'information destinée au personnel, Berliet annonce cette nouvelle embauche en prenant soin de montrer comment cette embauche se fait «légalement», dans le cadre de l'ANPE et de l'ONI. Il conclue en



Sur la carte CFT, imposée par la SITER, la signature de Michaud, ex-employé BERLIET.

demandant que «tout le personnel sache accueillir le mieux possible ces hommes venus d'ailleurs». Belle hypocrisie, comme si c'était les ouvriers et non les capitalistes qui étaient responsables des mauvaises conditions d'«accueil», c'est-à-dire les conditions féroces d'exploitation que la bourgeoisie fait subir aux travailleurs immigrés ! Car sur ces travailleurs immigrés nouvellement embauchés, Berliet se donne tous les moyens de pression : logements soi-disant «réservés», contrat d'un an qui lui permettra de les vider comme il voudra, et de les faire tomber sous le coup de la circulaire Fontanet. En brandissant cette menace, il pense ainsi pouvoir imposer des conditions de travail encore plus dures. Si le carnet de commandes baisse, il pourra vider les plus combatifs. Enfin, il laisse intact le volant de

chômage important dans la région (entre autres plusieurs milliers d'immigrés sont en chômage dans la région lyonnaise), ce qui lui permet de faire pression sur les salaires.

De telles mesures vont clairement dans le sens d'une exploitation accrue des ouvriers de Berliet : — Non seulement de ces 750 travailleurs marocains et tunisiens : ils seront placés sous l'arbitraire le plus total de la direction de Berliet qui au nom du contrat de travail, du chantage à l'expulsion tentera d'imposer sans révolte à ces travailleurs une férocité exploitation.

— Mais aussi de tous les travailleurs de Berliet : la direction tentera de leur imposer des conditions de travail identiques ; ils verront leurs grèves vouées à l'échec si les travailleurs immigrés, les tra-

vailleurs temporaires ne se joignent pas à eux devant les menaces de licenciement et d'expulsion qui pèsent sur eux.

Et ce n'est pas la CGT qui luttera là-contre. Quand Berliet annonce qu'il embauchera des ouvriers immigrés «légalement», il ne fait qu'appliquer ce que réclament à cor et à cris les révisionnistes : le contrôle de l'immigration par l'ONI et des conditions de logement décentes !

C'est pour cela que les Marxistes-Léninistes de Berliet dénoncent actuellement aussi bien la direction de Berliet qui veut faire de l'usine un bague comme Citroën que la CGT complice de l'impérialisme qui propose au comité d'entreprise «résorption du chômage avant toute nouvelle immigration» : (proposition

qui ressemble étrangement à celle d'Ordre Nouveau : suppression de toute immigration pendant un an pour régulariser la situation des immigrés déjà en France). Ils mènent la lutte contre la circulaire Fontanet, pour le renforcement des CACF et la formation d'un comité sur l'usine qui regroupera immigrés et français contre les nouvelles mesures patronales. Cette campagne est menée sur les thèmes :

— ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET.

— SUPPRESSION DU TRAVAIL INTÉrimAIRE (et de la SITER) et EMBAUICHE DES INTÉrimAIRES

— PAS DE CONTRATS LIMITES.

Correspondant Berliet

AUTOMOBILES		LAISSEZ PASSER		DATE
M. BERLIET	VÉHICULE	Mod. 81		12.1.1972
NOM	N° Plaque	SERVICE	HEURES	
FABRY	142	D.I.I.S.C.	Entrée	Sortie
Alfred				
Mle 44 259		MOTIF		
Autorisation de circuler dans les établissements de Vénissieux, St Priest, Lyon, Bourg, Bouthéon, Ech... Courbario				
FEUILLET VALABLE UN AN L'ARBREUS				
A REMETTRE OBLIGATOIREMENT à la porte de sortie			Avec la signature de Fabry	
laissez passer de FABRY, employé chez BERLIET, responsable CFT, directeur de la SITER.				

FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS halte aux hausses ! à bas le foyer caserne !

Depuis le 1er juillet, les résidents de 2 foyers à Gagny et à Clichy occupent leurs foyers, fermés par la direction de l'Association pour le Logement de Jeunes Travailleurs. Les résidents refusent de payer la hausse de 20 % imposée à partir du 1er juin 1973.

17 AUTRES FOYERS REFUSENT ÉGALEMENT DE PAYER LA HAUSSE

En juillet 1972, une première hausse de 11 % avait fait passer le prix de pension de 380 F à 420 F. De juillet à septembre 1972, les résidents ont mené une lutte contre la hausse des loyers et contre le système répressif.

Les jeunes travailleurs qui vivent dans les FJT ont été déportés depuis des régions où sévit le chômage. Ainsi l'EDF Recrute pour Paris dans le Midi. De même la BNP embauche des jeunes à condition qu'ils viennent à Paris pendant un certain temps. Les agences régionales prétendent que l'embauche ne peut se faire qu'à Paris. Par la suite ceux qui le désirent pourront être mutés ! De nombreux jeunes de Bretagne, de l'Est ou du midi sont ainsi déportés sur Paris et parqués dans les foyers.

NON AUX HAUSSES DES PENSIONS

Les jeunes travailleurs parqués dans les foyers-casernes paient des prix énormes pour leur pension. C'est pourquoi ils luttent contre la hausse de 20 %.

Cette augmentation du prix des pensions intervient à la même époque que les nouvelles hausses des loyers (voir FR n° 77). Les travailleurs sont obligés de consacrer une part de plus en plus importante de leur salaire aux produits de première nécessité, le logement, la nourriture.

En effet, les capitalistes augmentent sans cesse les prix des biens les plus nécessaires pour vivre, dans des proportions très importantes.

La hausse de 20 % fait passer la pension de 420 F à 500 F : 280 F pour une chambre de 8m² 175 F pour 25 repas, 45 F pour 30 petits déjeuners.

Les résidents gagnent en moyenne 1 100 F par mois. Aux 500 F absorbés par la pension il faut ajouter 35 repas. Si le résident les prend au foyer au prix de 7 F le repas, cela revient à 245 F supplémentaires ce qui est un minimum à Paris. Le moindre repas de restaurant coûte 8 F, le plus souvent 10 F. 70 % du salaire est ainsi utilisé pour manger et dormir. Restent 355 F pour l'habillement, les transports. En plus le résident cherche à sortir hors des 16 m² de sa chambre et du foyer.

Les conditions de vie des résidents de l'ALJ révèlent le truquage évident de l'indice Giscard. Ainsi, l'INSEE estime que les ménages dépensent 28,4 % de leur budget pour l'alimentation et 20,7 % pour le logement soit au total 49,3 % pour manger et dormir. Les résidents de l'ALJT dépensent eux, 25 % pour

logement et 45 % pour la nourriture !

DÉS PROFITS ÉNORMES

De juin 1972 à juin 1973, les pensions ont augmenté de 31 % (le SMIC dans la même période a augmenté de moins de 10 %) : les profits ainsi réalisés vont tout droit dans les caisses des sociétés immobilières de la caisse des dépôts et consignation.

La caisse des dépôts a financé par l'intermédiaire de ses sociétés de financement immobilier, l'OPHLM, 1 % patronal etc... la construction de foyers de jeunes travailleurs. Pour les gérer, elle crée l'ALJT association régie par la loi de 1901, sans but lucratif. Cette association verse un «foyer» à la caisse des dépôts, qui empoche les profits de cette manière. Ce moyen permet à la caisse des dépôts de réaliser des profits énormes parce que l'ALJT ne paye ni l'impôt sur le chiffre d'affaire, ni la TVA, puisque c'est une société sans but lucratif ! En plus l'ALJT peut prétendre aux subventions de toutes sortes. Malgré cela, les prix montent de 31 %, sous prétexte qu'il y a du déficit !

Pour être sûr que la gestion soit «bonne», et pour «remettre de l'ordre» après les luttes du début de l'année, ROUSSELOT, ancien chef du personnel de la SCIC (filiale immobilière de la caisse des dépôts), a été placé à la direction de l'ALJT. Son dévouement à la caisse des dépôts est évident.

En fait de société à but non lucratif, l'ALJT est le paravent derrière lequel la caisse des dépôts empoche les profits.

A BAS LES FOYERS CASERNES

Les patrons font confiance aux FJT pour embrigader les jeunes travailleurs. Devant la lutte des jeunes travailleurs, ils ont multiplié les pressions pour que l'«ordre» soit maintenu dans les foyers. Ainsi, au foyer de Clichy, les jeunes qui travaillent à Citroën ont été contactés par le chef du personnel qui leur a proposé des places dans d'autres foyers. L'an dernier Citroën avait même enjoint aux jeunes ouvriers de ne pas se mêler à la grève.

Au sein même du foyer, les résidents n'ont obtenu le droit de visite, la liberté d'affichage et de réunions qu'après 3 mois de lutte de juillet à septembre 1972. Encore ces droits sont-ils remis en cause dans certains foyers : les affiches, les réunions doivent être soumises à l'approbation de la direction du foyer. De toutes manières, les résidents sont surveillés étroitement et la direction cherche de multiples prétextes pour vider les plus actifs d'entre eux. La fermeture des foyers de Gagny et de Clichy a été provoquée non seulement parce que ces foyers ont mené la lutte avec la plus grande détermination contre la hausse, mais en plus parce que les résidents ont toujours pu imposer une liberté sans restriction d'affichage et de réunion.

Ainsi, ce prétendu «service social» est une

garantie supplémentaire pour les patrons : les jeunes ouvriers ou employés qui se mêlent de l'actualité politique, qui sont les plus «remuants» sont repérés et réprimés.

FAUX SOUTIEN

Les révisionnistes sont totalement partie prenante de ce contrôle répressif. Dans les foyers municipaux qu'ils gèrent, les règles sont les mêmes que dans les foyers ALJT et les directeurs n'hésitent pas à réprimer les résidents les plus actifs.

Le révisionniste Schmaus affirme : «l'existence des foyers constitue un véritable service social permettant aux jeunes travailleurs pour la plupart originaires de province, d'avoir une résidence appropriée. «De bout en bout, cette affirmation embellit la réalité. D'autre part comment JANS député, prend partie sur la hausse de 20 % : «cette mesure risque de porter atteinte à l'ordre public. 500 tunisiens vont se trouver à la rue du jour au lendemain.» Loin de soutenir la revendication principale des résidents il réclame : «une subvention d'équilibre aux foyers de jeunes» qualifiés par SCHMAUS, sénateur de «véritable service social».

Dans nombre de municipalités, les révisionnistes gèrent des FJT dans des conditions similaires. Ainsi les révisionnistes sont plus intéressés par les subventions aux FJT que par le blocage de la hausse des prix de pension.

Ainsi les principales revendications sont détournées et mises sous le boisseau, au profit des «réformes» qui n'avantagent en rien les résidents.

Bien plus, l'an dernier ils proposaient aux jeunes de soutenir le programme commun qui résoudrait leurs problèmes. Dans le même temps, ils créaient l'ADIR (Association de Défense des Intérêts des Résidents) qui tentait de négocier par dessus les dos des grévistes.

Cela montre une fois encore que les révisionnistes tentent de détourner les revendications des travailleurs et de se servir de leur lutte comme force d'appoint de leur politique réformiste.

SOUTIEN TOTAL AUX F.J.T. EN LUTTE

Les luttes des FJT contre la hausse des pensions rejoignent les luttes qui se mènent sous d'autres formes dans les foyers ou sur les cités. Si les FJT sont apparemment moins sordides que les foyers d'immigrés, les prix par contre sont très élevés. «Des logements corrects pour tous», «pas de loyers supérieurs à 10 % du salaire» sont les revendications qui doivent partout être avancées contre les cages à lapins et les hauts loyers. Partout où existent des foyers de jeunes travailleurs, la lutte des 17 foyers de la région parisienne doit être popularisée.

SOUTENONS LES F.J.T. EN LUTTE Paris

HOPITAUX DE LYON :

5 semaines de grève

La très longue grève qui vient de se dérouler dans les hôpitaux de Lyon (HCL) a montré l'ampleur du mécontentement du personnel hospitalier contre ses conditions de travail, particulièrement chez les hommes et chez les femmes de service, catégories les plus exploitées.

La grève a démarré à Jules Courmont : une cinquantaine de garçons de service et de «brigade» (manœuvres de l'hôpital sans spécialisation qui aussi bien trient le linge sale, balaient... ou transportent les morts) partent en grève illimitée pour obtenir la journée continue. Ces travailleurs, une majorité de jeunes et beaucoup d'Antillais, sont féroce-ment exploités : journée en deux temps, matin et après-midi qui leur impose une journée à l'hôpital de 11 heures, de 7 heures du matin à 6 heures du soir (ceci pendant 6 jours de suite, pour avoir 2 jours de congé) pour des salaires de misère (950 F au début, 1150 F avec 25 ans d'ancienneté!) Certains d'ailleurs étaient manœuvres ou OS avant d'entrer aux HCL ; ils choisissent pour leur lutte des formes dures, à l'exemple des grèves d'usine : grève illimitée avec présence permanente et active aux portes de l'hôpital.

Ces conditions de travail, propres à l'ensemble des hôpitaux, s'aggravent, parce que dans les hôpitaux publics, en système capitaliste, le but de la bourgeoisie, est de remettre sur pied au plus vite, et AU MOINDRE COUT, les ouvriers malades, pour qu'ils redeviennent des «machines à suer le profit». C'est ainsi qu'à Jules Courmont, par exemple, où sont soignés particulièrement de vieux ouvriers, atteints de maladies infectieuses, et des ouvriers plus jeunes dont beaucoup d'immigrés conduits à l'hôpital par l'exploitation dans l'usine et les conditions de loge-

ment, les locaux sont vétustes, les services surchargés, et les horaires de travail très longs.

C'est contre ces conditions de travail que le personnel hospitalier a engagé la lutte. D'emblée la CGT (suivie par la CFDT) a essayé de saboter la lutte :

— Elle a tenté de briser les formes de lutte les plus dures : piquet de grève aux portes avec un service minimal assuré par des équipes de sécurité. Gambade, le bonze révisionniste a qualifié ces propositions de «saugrenues»... «gauchistes». La CGT a même menacé, à Jules Courmont, d'envoyer un commando, si un piquet de grève s'installait. Là comme dans les usines, il s'agit pour les révisionnistes de mettre les travailleurs les plus exploités, à la remorque des autres catégories de l'hôpital : personnel d'encadrement... Gambade l'a clairement dit en taxant la grève des agents de service et de brigade de Jules Courmont de «mouvement de diversion» à l'égard du personnel hospitalier. Résultat : le personnel était en grève, mais à la disposition des médecins et infirmières-chef ! Voilà, qui n'était pas fait pour gêner la direction des H.C.L. (les grévistes assuraient un travail sans être payé !) et qui démobilisait certains grévistes !

— Elle a dévoyé par ses mots d'ordre le mécontentement vers la défense de l'hôpital public : «Lyonnais avec nous, l'hôpital est à vous». Il est vrai que le mécontentement de la classe ouvrière est grand contre les conditions d'hospitalisation dégueulasses. Mais de là à dire que l'hôpital est à tous, y compris à la classe ouvrière. Public ou pas, l'hôpital en système capitaliste est au service de la bourgeoisie ! C'est cela qu'il faut dénoncer et combattre.

Corres. Lyon

helsinki halte à la domination des 2 superpuissances sur l'europe

Le premier round de la «Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe» vient de se terminer à Helsinki. La presse bourgeoise a qualifié cette conférence de rassemblement historique, la comparant au Congrès de Vienne qui avait sanctionné le découpage de l'Europe napoléonienne. Pour une fois, elle n'a pas entièrement tort, car c'est bien d'un partage de l'Europe qu'il s'agit. Cette conférence, que les socio-impérialistes soviétiques appelaient de leurs vœux depuis des années, est en effet un maillon important dans la politique de partage du monde entre les 2 super-puissances impérialistes, l'URSS et les USA. C'est pourquoi, le seul pays en Europe à refuser de participer à cette mascarade a été l'Albanie socialiste.

Au cours de cette conférence, il a surtout été question de sécurité. Par sécurité, les 2 super-puissances entendent surtout la sécurité de leurs propres affaires. Il s'agissait d'abord de fixer les limites actuelles des zones d'influence de chacune d'entre elles, c'est ce qu'ils appellent la question des frontières. Depuis un an déjà, un grand pas était franchi : d'abord par l'accord quadripartite sur Berlin, puis le traité soviéto-RFA, et enfin le traité entre la RDA et la RFA. C'est la reconnaissance de la coupure de l'Allemagne en 2 zones d'influence et de la souveraineté de la RFA sur Berlin.

Autre problème concernant la sécurité, celui pompeusement intitulé «réduction des forces armées et armements en Europe». S'agit-il de faire disparaître la menace des troupes étrangères stationnées en Europe, les 300 000 GI's US ou les 500 000 soldats soviétiques ? Pas du tout : chacune des 2 super-puissances a bien trop besoin de ces troupes. D'une part, parce que «l'équilibre en Europe», comme ils disent, est basé sur un rapport de forces militaires, mais aussi parce que ces troupes pourraient être fort utiles contre les peuples d'Europe : les troupes soviétiques ont déjà servi lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, les troupes US pourraient un jour servir contre le peuple espagnol ou d'autres peuples d'Europe occidentale. En réalité, les 2 super-puissances ne cherchent qu'à réduire, parallèlement et dans la même quantité, leurs forces. Et ce serait bien utile, pour eux. En effet, de tels déploiements de force leur coûtent cher ; ce n'est pas un hasard si un des axes de la nouvelle charte atlantique proposée par Nixon est le maintien des troupes en Europe, avec une participation financière des alliés des USA. Par dessus le marché, une partie de ces troupes leur serait fort utile ailleurs, dans d'autres coins du monde, par exemple en Asie du Sud-Est, autour de la Chine Rouge, surtout s'ils arrivent à entraîner les pays européens dans leur jeu. C'est ce qu'espère Nixon en appelant ses alliés à participer plus activement à la «défense du monde libre», ou Gromyko, quand il appelle les états participant à la conférence à «s'abstenir de prêter une assistance ou un soutien politique, économique, militaire ou autre à tout état ou à tous les états qui commettent des actes mettant en danger la paix et la sécurité internationales. Cela refléterait le souci des participants à la conférence paneuropéenne de renforcer la paix, non seulement en Europe, mais aussi au delà de ses limites». C'est bien la Chine Rouge qui est ainsi visée.

Réduire les troupes et les armements en Europe ne signifie pas réduire leur capacité d'intervention dans cette partie du monde, car actuellement, URSS et USA portent leur effort, dans le domaine de la recherche militaire, sur la question des transports de troupes et d'armes : super-bombardiers B1 Américains, nouvelles fusées intercontinentales SSN8 et SS9 soviétiques, sous-marins équipés de bombes nucléaires... En un mot, la soi-disant réduction des forces armées n'est qu'un masque pour camoufler une nouvelle organisation et même un renforcement de l'armement des 2 super-puissances dirigés contre les peuples européens.



Voilà ce qui sera vraisemblablement entériné à l'issue de la dernière phase de la Conférence d'Helsinki. Entériné est bien le mot, car toutes les décisions sont prises ailleurs, et principalement entre les 2 super-puissances. Lors de leur récent entretien au sommet de Washington, Nixon et Brejnev ont effectué la dernière mise au point. Auparavant, la question de la limitation des armes nucléaires avait déjà été réglée par les négociations SALT entre URSS et USA. Celle de la réduction des forces en Europe sera abordée en octobre prochain, au cours de la réunion à Vienne entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. Au passage, les 2 super-puissances ne manquent pas d'informer les pays européens de leurs décisions, c'est ce qu'a fait Nixon rencontrant Pompidou en Islande, ou Brejnev, lors de son passage à Paris.

Le truquage de cette conférence est tellement gros, que Jobert, le ministre des Affaires étrangères de l'impérialisme français a dû en convenir dans son discours, déplo-

rant les accords entre les 2 super-puissances, passés en dehors des pays européens et destinés malgré cela à «résoudre ces problèmes de sécurité» ; Jobert a même appelé les pays européens à prendre en main eux mêmes ces problèmes. Paroles creuses quand on sait ce que Pompidou faisait affirmer par son porte-parole lors de sa rencontre avec Nixon à Reykjavik : «Le président de la République française a insisté sur l'extrême importance de la présence des troupes américaines en Europe ainsi que sur le grand danger d'une réduction uni-latérale de celles-ci.»

Pour les travailleurs, il n'y a rien de bon à attendre de cette mascarade orchestrée par les 2 super-puissances, ni des efforts des divers impérialismes pour arracher leur part du gâteau. Les communistes doivent mobiliser pour le retrait de toutes les troupes étrangères, contre les menaces que fait peser sur les peuples d'Europe la Nouvelle Charte Atlantique, et contre la présence de troupes françaises d'occupation en Allemagne.

5 millions avant le 1er octobre 1e liste de souscription

SOUSCRIPTION DU 1er JUIN AU 7 JUILLET

	20	Aix	41
Paris	10	Reims	47,50
	110	Oyonnax	80
			150
Paris pour un FR quotidien		Besançon	10
	100		18
	120	Caen	350
	50		356
Paris 18e	56,50	Montpellier	28,50
	305,50	Tours	13
Lamballe	26	Martignes	200
	10		200
Villeneuve	170	Amiens et Albert	43,50
Bellegarde	20	Sochaux	100
Dijon	150	Villefranche sur Saône	79,20
	20	Lyon	291
Villefranche sur Saône	14,25		255
	71,70		73
	48		360
Marseille	20	Le Havre	10
	513	Bourg en Bresse	150
	20	Roubaix	250
	70	TOTAL	5.030,65

faillite totale des bombardements u.s. sur le cambodge

les combattants du fapink sur un appareil abattu



Depuis la signature des accords de Paris, l'impérialisme US a concentré l'essentiel de son aviation pour bombardier le Cambodge. En 1971, les B 52 avaient fait 1 000 sorties par mois sur toute l'Indochine, dont 250 sur le Cambodge. En avril 73, ils effectuaient 1 800 sorties par mois sur le seul Cambodge.

Ces bombardements massifs, et le génocide des zones libérées n'ont pu empêcher les Forces Populaires de Libération du Cambodge d'avancer. Ainsi UPI, agence d'Information Yankee reconnaissait elle-même: «Les raids quotidiens de B 52 et des F 111 ont totalement fait faillite et n'exercent aucune conséquence sur les actuelles opérations des -F.A.P.L.N.C.-»

Les bombardements avaient pour but de bloquer l'extension des zones libérées, pour tenter de mettre sur pied une clique fantoche plus solide que les fantoches actuellement au pouvoir. Sur les deux plans c'est l'échec. D'une part toutes les manœuvres pour mettre en place une équipe fantoche qui puisse avoir un certain soutien populaire se sont heurtées aux luttes des étudiants, des ouvriers, et même des soldats de l'armée fantoche, contre le régime archi-pourri de Phnom-Penh. D'autre part, les F.A.P.L.N.C. n'ont pas cessé leur avance. En quelques semaines, la ligne de défense de Phnom-Penh est passée de 20 km à 10 km autour de la capitale. Les postes avancés tombent les uns après les autres.

Le 10 juin, en 20 minutes, 28 avions ont été détruits, 300 fantoches ont été tués ou blessés dans l'attaque et la destruction de l'aéroport de Bak Chau, qui était le camp de repli préparé par les fantoches, leur principale base aérienne, depuis que l'aéroport de Pochentang a été détruit.

MANŒUVRES DIPLOMATIQUES US POUR CACHER LA DÉFAITE
Ces défaites successives de la

tactique US, amplifiées par les scandales de corruption au Cambodge, ont poussé les parlementaires US à faire semblant de refuser les crédits pour les bombardements sur le Cambodge. En fait leur opposition ne pouvait empêcher que les bombardements se poursuivent jusqu'au 15 août au moins.

Nixon profite de cette marge pour lancer de grandes manœuvres diplomatiques. Il fait intervenir le fantoche Lon Nol qui propose de négocier directement avec le GRUNK. Le gouvernement fantoche de Lon Nol, ne représente aucune partie de la population du Cambodge et à ce titre ne peut prétendre à aucune reconnaissance de la part du GRUNK.

Devant l'attitude ferme du GRUNK, l'impérialisme US tente une nouvelle manœuvre: il propose une rencontre entre les représentants du GRUNK et les représentants US. Au mois de janvier, l'impérialisme US avait refusé d'engager des négociations directes quand le GRUNK l'avait proposé. La réponse de Sihanouk est: «Maintenant c'est trop tard; d'ailleurs il est inutile de parler car je sais ce qu'il nous proposera: un compromis ou une partition du Cambodge. C'est inacceptable, nous sommes résolus à lutter jusqu'au bout.»

L'IMPÉRIALISME US PRÉPARE LA POURSUITE DE SON AGRESSION

Pendant que l'impérialisme US poursuit ses manœuvres diplomatiques, il continue les bombardements. L'impérialisme US ne renoncera pas à poursuivre son agression; il envisage même de l'intensifier; d'abord en n'arrêtant pas les bombardements le 15 août. «Un arrêt subit des bombardements ne nous donnerait pas la paix durable que nous souhaitons tous... En tant que président chargé de négocier la fin de cette guerre je continuerai donc à prendre les mesures nécessaires pour y parvenir d'ici la fin de l'année si de nouvelles mesures sont requises, je demanderai au Congrès de nous aider à atteindre nos objectifs.»

Dès à présent, il prépare ses fantoches à intervenir. Il prépare des troupes Thaïlandaises et Saïgonnaises. 7 000 volontaires thaïlandais retirés du Laos, sont prêts à être envoyés au Cambodge. Le régiment de mercenaires «Tigre Jaune» prendrait le nom de «Tigre Noir» en allant au Cambodge.

Les fantoches de Saïgon se préparent aussi à intervenir de nouveau au Cambodge, en cas d'arrêt des bombardements US.

SOUTIEN TOTAL AU GRUNK ET AU FUNK

Les grands succès remportés par le peuple cambodgien dans sa lutte contre l'agresseur US montrent que la victoire lui appartient. Les manœuvres diplomatiques, l'intensification de l'agression US, la poursuite des bombardements n'empêcheront pas la défaite inéluctable de l'impérialisme US au Cambodge.

L'impérialisme US veut empêcher à tout prix cette défaite; car aucune force politique n'est aujourd'hui capable de prendre la relève de Lon Nol. La politique du GRUNK rallie 85% de la population. Toutes les tentatives de créer une «troisième force» avec la complicité du social-impérialisme soviétique, ont échoué.

C'est pourquoi l'impérialisme US n'hésite devant aucune aventure pour se maintenir au Cambodge.

Nous devons multiplier les initiatives de soutien au peuple cambodgien et nous tenir prêts à répondre fermement à toute intensification de l'agression US.

HALTE AUX BOMBARDEMENTS US

NON A L'INTERVENTION DE THIEU, ET DE LA THAÏLANDE

LON NOL FANTOCHE, GRUNK A PHNOM PENH

FUNK VAINCRA

LE PEUPLE CAMBODGIEN VAINCRA

un démenti tardif et révélateur

Le 25 novembre 72, J.C. Pomonti, envoyé spécial du «Monde» à Saïgon, annonçait à grand renfort de publicité qu'une crise venait de traverser le G.R.P.: «une fraction extrémiste des FAPL, qui n'était pas d'accord avec les négociations Kissinger - Le Duc Tho en cours, avait soi-disant tenté de s'emparer du QG du G.R.P., avec la complicité d'unités de la RDV!»

Aujourd'hui, sept mois après, Pomonti découvre que cette nouvelle n'était qu'un faux, et il remarque «naïvement» que tout observateur sérieux connaissant un tant soit peu l'histoire du FNL aurait dû mettre en doute cette nouvelle. 7 mois après, Pomonti travaille toujours au «Monde» malgré ce faux manifeste! C'est que ce journal a particulièrement apprécié qu'une telle nouvelle éclate comme

par hasard juste à ce moment là, alors que se déroulaient des négociations délicates. Le but de la manœuvre était clair, faire courir des bruits sur des contradictions dans le camp adverse est une vieille tactique des services de renseignements US: cette nouvelle visait entre autre à semer le désarroi chez ceux qui soutiennent la lutte héroïque du peuple vietnamien. On sait maintenant où le «Monde» va puiser ses informations: directement dans les services de la CIA.

Et, à l'époque, embouchant les trompettes de la propagande Yankee, toute la presse bourgeoise avait repris la nouvelle y compris les trotskistes de Lutte Ouvrière. Mais il est vrai que ceux-ci ne perdent pas une occasion de propager les calomnies anti-communistes, d'où qu'elles viennent, et particulièrement quand elles viennent tout droit de la CIA.

HOMMAGE A MOHAMMED BOUDIA
20H meeting 20H
à l'appel de MACIP, F.R., MTAL, CDVDTI,
jeudi 12 juillet
72 avenue Félix Faure - Paris 15e

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'interim: organisation et exploitation du chômage. 2 F.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à:
FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous
Front rouge CCP 31 191 14 La Source

tarif valable jusqu'au	Pli normal	France		Etranger	
		1 an	20 F	1 an	40 F
31 aout	Pli fermé	6 mois	10 F	6 mois	20 F
		1 an	70 F	1 an	100 F
		6 mois	35 F	6 mois	60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

non au plan bourguiba de partage de la palestine

UNE MANŒUVRE POUR RÉANIMER L'ÉTAT PALESTINIEN FANTOCHE

Le président tunisien Habib BOURGUIBA a lancé une initiative diplomatique afin de réanimer le plan de partage de la Palestine pour la création d'un État palestinien.

Bourguiba est un agent patenté de l'impérialisme, ses liens avec les impérialistes américains et français sont connus. Son intervention vient appuyer des propositions de Hussein pour la création d'un État palestinien fantoche.

Il propose aux sionistes de rencontrer un représentant tunisien; il veut faire admettre «le principe du partage de la Palestine»; on pourrait ensuite aménager les frontières de 1947 au cours de négociations.

Cette proposition de «dialogue pour la paix» intervient alors qu'Israël a massé 100 000 hommes aux frontières libanaises et syriennes, plus que pour la guerre des 6 jours. A l'évidence il s'agit d'une nouvelle manœuvre pour imposer aux peuples arabes l'existence de l'État d'Israël.

Cette proposition a reçu un grand écho de la part des dirigeants israéliens. Abba EBAN, Golda MEIR ont dit qu'ils étaient prêts à accepter des rencontres entre dirigeants israéliens et tunisiens. Ce qui est très compréhensible puisque la proposition de Bourguiba reconnaît les droits des sionistes sur la Palestine. Il prétend faire reconnaître «le droit des israéliens à ne pas être exterminés et jetés à la mer»; «deux peuples se disputent le même territoire. Alors moi je dis: pourquoi ne pas imaginer de partager cette Palestine entre israéliens et palestiniens?» affirme Bourguiba.

Les insinuations ignobles de Bourguiba, combattent les conceptions de la Résistance

Palestinienne: «Nous n'accepterons de céder aucun pouce de la terre palestinienne. Nous nous en tenons à notre objectif qui est l'établissement d'un État palestinien démocratique sur toute l'étendue de la Palestine où coexisteraient sur un pied d'égalité chrétiens, juifs et musulmans.»

UNE TENTATIVE POUR LIQUIDER LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Cette nouvelle manœuvre de Bourguiba fait partie des complots contre la Résistance Palestinienne, en tentant d'intégrer dans la politique des réactionnaires réactionnaires arabes et de l'impérialisme au Moyen-Orient. «Jamais les pays arabes ne pourront faire la paix avec Israël si les palestiniens ne sont pas d'accord. Donc il faut créer un État palestinien.»

Par tous les moyens, la répression ouverte, les manœuvres diplomatiques, les sionistes et la réaction arabe tentent de briser la Résistance Palestinienne. L'existence de la Résistance empêche les pays impérialistes de se partager tranquillement le Moyen-Orient et d'imposer Israël aux peuples arabes. De plus aujourd'hui la Résistance se développe par la lutte politique et militaire au sein des territoires occupés. C'est pourquoi les réactionnaires arabes, agents zélés de l'impérialisme multiplient les tentatives de liquidation de la Résistance Palestinienne.

NON A L'ÉTAT PALESTINIEN FANTOCHE!

HALTE AUX AGRESSIONS SIONISTES!

A BAS LE SIONISME ET LA REACTION ARABE!

VIVE LA LUTTE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS!